

commerciale, les plus importants de ces mécanismes sont le Plan Baker, le Plan Brady et la Facilité de réduction de l'endettement de l'Association internationale de développement (AID). Dans le domaine de l'endettement intergouvernemental bilatéral, les grands pays créanciers, regroupés dans le Club de Paris, ont consenti à réaménager les échéanciers de remboursement et, dans quelques cas assujettis à des conditions spéciales, à réduire le capital de la dette des PMA les plus pauvres.

2.1 La dette commerciale

Dans les trois années qui ont suivi le début de la crise, les banques commerciales ne disposaient pas des moyens voulus pour s'attaquer au problème. Elles se sont donc surtout contentées de protéger la valeur des prêts consentis aux pays en développement. Leurs comités consultatifs prirent l'habitude de recommander un réaménagement des dettes, à des conditions plus avantageuses, quitte à accorder de nouveaux prêts pour préserver la valeur comptable des précédents et éviter qu'ils ne se transforment tout simplement en créances irrécouvrables. Ces rééchelonnements suivaient généralement l'approbation, par le Fonds monétaire international (FMI), de programmes en vertu desquels les pays débiteurs devaient s'efforcer de stabiliser leur économie en luttant contre leurs déficits budgétaire et courant, ce qui, ultimement, faciliterait le service de leur dette extérieure. Les banques cessèrent leurs prêts directs, mais durent tout de même consentir de nouvelles avances aux termes de ces programmes conçus pour sécuriser leurs créances. On se rendit bientôt compte que de telles mesures ne suffiraient pas.

La première initiative internationale concertée, le Plan Baker, naquit en Corée, lors des rencontres qu'y tinrent la Banque mondiale et le FMI en octobre 1985. C'était un événement marquant, puisque pour la première fois les États-Unis reconnaissaient ouvertement que les pays en développement souffraient de graves problèmes financiers, et non pas simplement d'un manque temporaire de liquidités. Selon le Plan Baker, la Banque mondiale devait ouvrir de nouveaux crédits de 20 milliards de dollars américains, répartis sur trois ans, en quoi l'imiteraient les banques commerciales, et on capitaliserait les intérêts et le capital non acquittés. L'opération se résumait toutefois à une manipulation comptable et le fardeau des pays endettés ne fut guère allégé; la Banque mondiale, il est vrai, doubla presque son portefeuille de prêts aux pays surendettés à revenu moyen entre 1985 et 1987, mais ne leur offrit tout de même que 12,9 milliards en surplus, soit bien moins que les 20 milliards mentionnés à l'origine dans le Plan³.

C'est également à l'époque du Plan Baker que se multiplièrent les conversions de dettes en participations et qu'apparut un marché secondaire pour les effets de créance de pays en développement. En outre, certains de ceux-ci, comme la Bolivie, le Chili et le

³ Voir à ce sujet Culpeper (1993), p. 1240. On trouvera en annexe la définition et la liste des pays surendettés à revenu moyen.